

QUESTION D'ACTUALITE AU PREFET

Groupe socialiste, écologiste, républicain et citoyen

Catherine Boursier, Vice-présidente déléguée à l'autonomie

Conseillère départementale du canton d'Entre Seille et Meurthe



Services publics

Monsieur le Préfet,

Notre Département est engagé depuis 1998 dans une démarche de territorialisation de ses politiques publiques afin d'être au plus près des habitants et des acteurs locaux, élus, responsables économiques et sociaux.

Nous avons tissé 77 points d'accueil spécialisés et/ou polyvalents dans nos champs d'interventions sur l'ensemble du Département, en milieu urbain comme en milieu rural. La période que nous vivons depuis le début de la crise sanitaire confirme les attentes de nos concitoyens en la matière et notre devoir de faire mieux société ensemble. La solidarité, y compris territoriale, est au cœur de notre projet départemental.

Par contre, je souhaiterais attirer votre attention sur le désengagement continu de certains services de l'Etat ou de ses opérateurs. J'en veux pour preuve la nouvelle organisation des services des finances publiques dans notre département à l'horizon 2022.

En effet, sous couvert de développement de services dans les communes, les trésoreries actuelles dédiées au service des élus et des habitants se désintègrent petit à petit au profit de points d'accueil de proximité dans les collectivités territoriales et se spécialisent par lieux, sous forme de permanence ou de sites spécifiques. En analysant la carte de cette nouvelle organisation, de nombreuses interrogations se posent, comme par exemple : Quelles seront réellement la polyvalence de ces présences territoriales ? Quels moyens seront mis à disposition des conseillers des collectivités et surtout par qui ? Il me semble également devoir être attentif à l'accès aux démarches dématérialisées. Pour terminer sur ce sujet, il semblerait que la DGFIP ait des vellétés de réorganisation de la paierie départementale.

A ce jour, plusieurs trésoreries ont ou vont fermer leurs portes. Je citerai par exemple celles d'Einville-au-Jard, Thiaucourt-Regniéville, Jarny et Audun-le-Roman.

D'autres interrogations fortes subsistent sur la situation actuelle des services publics comme la santé, l'enseignement, les mobilités, la sécurité et les effectifs dans les commissariats de police et dans les gendarmeries.

Monsieur le Préfet, je souhaiterais avoir votre éclairage sur ce sujet dont les conséquences impacteront la vie des Meurthe-et-Mosellans et le développement de nos territoires.

Je vous remercie.